



MAITRE D'OUVRAGE
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE CAEN
NORMANDIE
Avenue Côte de Nacre
14033 Caen cedex 9



AMO DU MAITRE D'OUVRAGE
OTEIS PARTNER
15-17 Rue Raoul Nordling
92270 Bois-Colombes



Construction du bâtiment extension HEB dans le cadre de la reconstruction du
CHU de Caen Normandie (14)

SERVICES D'ASSURANCES CONSTRUCTION
LOT 1 : TRC + RCMO

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Table des matières

1. DEFINITIONS ET GENERALITES	5
1.1. SOUSCRIPTEUR ET "ASSURES"	5
1.2. OUVRAGE	5
1.2.1. LE GROS OEUVRE	5
1.2.2. AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS	5
1.2.3. ESSAIS.....	5
1.2.4. LES OUVRAGES PROVISOIRES	5
1.3. ASSUREUR(S).....	6
1.4. INTERVENANT	6
1.5. COUT DE L'OUVRAGE	6
1.6. COUT DE LA REPARATION	6
1.7. DATE DE FIN DE TRAVAUX	6
1.8. PERIODE DE CONSTRUCTION	6
1.9. PERIODE DE MAINTENANCE	6
1.10. SINISTRE	6
1.11. DOMMAGES MATERIELS.....	7
1.12. DOMMAGES IMMATERIELS	7
1.13. AUTRUI.....	7
1.14. EXISTANTS.....	7
1.15. CHIFFRE D’AFFAIRES	7
1.16. CHIFFRE D’AFFAIRES ANNUEL	7
1.17. MARGE BRUTE ANNUELLE	7
1.18. TAUX DE MARGE BRUTE	7
1.19. RETARD D’EXPLOITATION	8
1.20. FAIT DOMMAGEABLE.....	8
1.21. RECLAMATION	8
1.22. DELAIS SUBSEQUENTS	8
2. DUREE DU CONTRAT.....	9
2.1. EFFET DE LA POLICE D’ASSURANCE	9
2.2. PERIODE DE CONSTRUCTION	9
2.3. PROROGATION DES GARANTIES	9
2.4. LA PERIODE DE MAINTENANCE	9
2.5. DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'ARRET TOTAL OU PARTIEL DES TRAVAUX	9
2.5.1. ARRET PARTIEL :	9
2.5.2. ARRET TOTAL NON DEFINITIF :	9
2.5.3. ARRET TOTAL DEFINITIF :	9

3. CONVENTIONS SPECIFIQUES	10
3.1. RENONCIATION A RECOURS	10
3.1.1. Pendant la période de construction.....	10
3.1.2. Pendant la période de maintenance.....	10
3.2. NON RESILIATION APRES SINISTRE	10
3.3. ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE	10
3.4. DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES	10
3.5. EXPERTISE ET VERSEMENT DES INDEMNITES	10
3.6. RECONSTITUTION DE LA GARANTIE	11
3.7. REGLEMENT DES LITIGES	11
3.8. JURIDICTION.....	11
4. PRIME	12
4.1. MODE DE CALCUL	12
4.2. MODE DE REGLEMENT.....	12
4.2.1. PRIME PROVISIONNELLE	12
4.2.2. PRIME DE REGULARISATION	12
4.2.3. CATASTROPHES NATURELLES ET TAXES D'ASSURANCE	12
4.3. PAYEUR DE LA PRIME.....	13
4.4. PRESENTATION DES FACTURES.....	13
4.5. REGLEMENT DES FACTURES.....	13
5. NATURE DES GARANTIES ET EXCLUSIONS	14
5.1. GARANTIES PRINCIPALES (Tous Risques Chantier)	14
5.1.1. PENDANT LA PERIODE DE CONSTRUCTION	14
5.1.2. PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE	14
5.2. GARANTIES COMPLEMENTAIRES (Tous Risques Chantier)	14
5.2.1. DOMMAGES MATERIELS DUS A DES FAUTES DE CONCEPTION ET/OU DE CALCUL ET/OU DE PLANS	14
5.2.2. REPARATIONS PROVISOIRES ET/OU MESURES CONSERVATOIRES	14
5.2.3. FRAIS DE DEBLAIEMENT ET DE NETTOYAGE	14
5.2.4. HONORAIRES DES HOMMES DE L'ART	15
5.2.5. FRAIS SUPPLEMENTAIRES	15
5.2.6. HONORAIRES D'EXPERT D'ASSURE	15
5.2.7. DESSINS ET ARCHIVES	15
5.2.8. BIENS HORS SITE	15
5.2.9. CLAUSE 72 HEURES	15
5.3. GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE PENDANT LES TRAVAUX (RCMO).....	15
5.4. EXCLUSIONS GENERALES	16
5.5. EXCLUSIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE RCMO.....	18
6. REGLEMENT DES SINISTRES.....	19

6.1.	INTERVENTION DU CONTRAT	19
6.1.1.	PENDANT LA PERIODE DE TRAVAUX.....	19
6.1.2.	PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE	19
6.2.	CALCUL DE L'INDEMNITE	19
6.2.1.	EN CAS DE SINISTRE AVEC REPARATION POSSIBLE :	19
6.2.2.	EN CAS DE SINISTRE AVEC REPARATION IMPOSSIBLE :	19
7.	MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES.....	20
7.1.	MONTANT DES GARANTIES	20
7.1.1.	GARANTIE PRINCIPALE (TRC)	20
7.1.2.	GARANTIES COMPLEMENTAIRES	20
7.1.3.	GARANTIE RCMO	20
7.2.	FRANCHISES	21
7.2.1.	GARANTIES PRINCIPALES ET COMPLEMENTAIRES TRC.....	21
7.2.2.	GARANTIE RCMO	21
8.	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FCS.....	22

1. DEFINITIONS ET GENERALITES

1.1. SOUSCRIPTEUR ET "ASSURES"

Le souscripteur est :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE CAEN NORMANDIE

Avenue Côte de Nacre

14033 Caen cedex 9

ou toute autre personne physique ou morale qui lui serait substituée par l'accord des parties.

Les assurés sont :

- Le maître d'ouvrage, ses mandataires et assistants, jusqu'à la réception des travaux.
- Les architectes, maîtres d'œuvre, géotechnicien, bureaux d'étude, de coordination et de contrôle.
- L'ensemble des entreprises, y compris leurs sous-traitants, effectuant des travaux sur le chantier.
- L'ensemble des installateurs, fournisseurs et fabricants pour leurs seules interventions et/ou prestations dans l'enceinte du chantier.

Ne bénéficient pas de la qualité d'assuré :

Les loueurs de matériels, les sociétés de travail intérimaire et les sociétés de gardiennage.

1.2. OUVRAGE

Dans la présente police, le terme "OUVRAGE" désignera d'une façon générique toutes les études, tous les travaux, toutes les fournitures, tous les essais nécessaires à l'opération de construction du bâtiment extension HEB, dans le cadre de la reconstruction du CHU de Caen Normandie (14), notamment et de façon non-limitative :

1.2.1. LE GROS OEUVRE

C'est à dire l'ensemble des travaux de curage, désamiantage, de terrassement, de V.R.D., de fondations, de structure, de couverture, d'étanchéité, de maçonnerie, exécutés dans le cadre de la réalisation de l'Ouvrage.

1.2.2. AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS

1.2.2.1. *Second Œuvre*

C'est-à-dire tous les travaux et équipements de revêtements de sols ou murs, peintures, carrelages, cloisonnement, faux plafonds, menuiseries intérieures, signalétiques, etc.

1.2.2.2. *Corps d'Etat techniques*

C'est-à-dire tous les équipements électriques, électromécaniques et mécaniques, etc. relatifs aux courants forts et faibles, à la CVCD, à la plomberie, aux CVM, etc.

1.2.2.3. *Aménagement paysager*

C'est-à-dire tous les travaux d'aménagement paysager, la fourniture des végétaux, les travaux de revêtements de sols, la mise en place du mobilier urbain, etc.

1.2.3. ESSAIS

1.2.3.1. *Essais des ouvrages :*

Ces essais consistent à réaliser toutes les tâches nécessaires à la vérification de la conformité statique et dynamique des ouvrages.

1.2.3.2. *Essais des installations :*

Le but de ces essais est de tester tous les équipements mécaniques, électriques, électroniques etc....

1.2.4. LES OUVRAGES PROVISOIRES

Un ouvrage provisoire est un ouvrage spécifiquement conçu pour la réalisation de l'Ouvrage, même s'il est constitué d'éléments réutilisables. Sa valeur doit être comprise dans l'assiette de prime.

La Base vie est incluse dans les ouvrages provisoires

REMARQUE

L'Ouvrage et son mode de réalisation ont été décrits dans la note de présentation qui est jointe au dossier de consultation, il est précisé que cette note n'a aucune valeur contractuelle.

1.3. ASSUREUR(S)

Il convient d'entendre par ce terme, la(les) compagnies(s) d'assurance garantissant le risque à 100%.

1.4. INTERVENANT

Tout participant à la réalisation de l'Ouvrage et notamment :

- Le(s) groupement(s) de maîtrise d'œuvre, et/ou leurs sous-traitants,
- Les bureaux d'études techniques, géotechnicien, les ingénieurs et techniciens et leurs sous-traitants,
- Les bureaux de contrôle,
- Les entreprises titulaires des marchés de travaux et leurs sous-traitants, pour leurs seules interventions sur le site de l'Ouvrage,
- Les fournisseurs ou fabricants et/ou leurs sous-traitants, pour leurs seules interventions sur le lieu d'assurance pour y exécuter des tâches de construction et/ou de montage et/ou d'essais, quel que soit le donneur d'ordre,
- Les coordonnateurs SPS (Sécurité Protection de la Santé) et référents COVID.
- Le CSSI

1.5. COUT DE L'OUVRAGE

Le coût de l'ouvrage est constitué de la somme du montant total des travaux et fournitures incorporées aux ouvrages, nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et des honoraires des Architectes, BET et Contrôleur Technique.

Le coût de l'ouvrage est estimé dans l'Acte d'Engagement.

1.6. COUT DE LA REPARATION

Par réparation, il faut entendre tous les frais qu'il convient d'exposer après la survenance de dommages matériels pour réparer ou reconstruire à l'identique, c'est-à-dire dans des conditions aussi proches que possible de celles dans lesquelles avait été réalisé l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistré, en tenant compte des contraintes techniques spécifiques à la restauration et à la mise aux normes du bâtiment extension HEB.

Si la réparation ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, par "réparation", il faut entendre tous travaux et/ou études qu'il convient de réaliser, après la survenance d'un dommage matériel pour que l'ouvrage ou équipement sinistré redevienne conforme à sa destination d'origine, avec un niveau de qualité équivalente à ce qu'elle était en ce qui concerne le Génie Civil, ou avec des performances techniques équivalentes à ce qu'elles étaient en ce qui concerne les aménagements, équipements, et ouvrages provisoires.

1.7. DATE DE FIN DE TRAVAUX

La date de "FIN DE TRAVAUX" coïncide avec la date de réception de l'Ouvrage telle que visée à l'article 1792.6 du Code Civil.

1.8. PERIODE DE CONSTRUCTION

La période de construction est la période comprise entre le début des travaux et la date de "FIN DE TRAVAUX".

1.9. PERIODE DE MAINTENANCE

La période de "Maintenance" est la période commençant à la date de "FIN DE TRAVAUX " et se terminant 12 mois après cette date.

1.10. SINISTRE

Tout évènement dommageable affectant l'Ouvrage pendant les périodes de construction et de maintenance.

Les dommages matériels consécutifs à un même événement ou à une même cause technique constituent un seul et même sinistre.

1.11. DOMMAGES MATERIELS

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou d'une substance, ou encore le fait que cette chose ou cette substance soit volée ou rendue inutilisable, toute atteinte physique à un animal.

1.12. DOMMAGES IMMATERIELS

Tout préjudice autre que les dommages matériels ou corporels.

1.13. AUTRUI

Il faut entendre par "AUTRUI" toute personne autre que :

- a) L'ASSURE comme défini ci-dessus.
- b) Les préposés, salariés ou non de l'ASSURE, dans l'exercice de leur fonction, pour les seuls dommages corporels pris en charge au titre de la Législation Française sur les accidents du travail.

1.14. EXISTANTS

Sont considérés comme « Existants » :

- Les biens immobiliers, appartenant au maître d'ouvrage, existants sur le site antérieurement à la date d'ouverture du chantier, sur, sous, dans, ou à proximité desquels sont exécutés les travaux.
Il est précisé que ces ouvrages sont couverts par une police d'assurance « incendie, foudre, explosion, dont la vocation est de garantir les existants contre les dommages résultant de l'incendie, de la foudre, d'explosion, dont la cause est étrangère aux travaux de Restauration.
- Cas particuliers des parties réceptionnées de l'Ouvrage :
Il est également précisé que lorsque la réception aura été prononcée pour les parties de l'Ouvrage, objets de la première réception, ces parties de l'Ouvrage seront, dès cet instant, considérées comme « existant » par rapport aux parties d'Ouvrage encore en cours de travaux.

1.15. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le montant total, hors taxes, des sommes dues au Maître d'ouvrage par ses clients au titre des ventes de marchandises et de produits et/ou de prestations de services réalisés dans le cadre des activités du Maître d'ouvrage et dont la facturation a été effectuée au cours de la période considérée.

1.16. CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL

Le chiffre d'affaires qui aurait été réalisé par le Maître d'ouvrage au cours d'une période de 12 mois à compter de la date prévue de mise en exploitation de l'ouvrage assuré si le sinistre n'était pas survenu.

1.17. MARGE BRUTE ANNUELLE

Montant défini ci-dessous comme la différence, pour un exercice comptable, entre :

D'une part :

La somme :

- Du Chiffre d'affaires annuel,
- De la production immobilisée

Et d'autre part :

La somme :

- Des achats de matières premières,
- Des achats de matières consommables,
- Des achats d'emballages,
- Des achats de marchandises,
- Des frais de transport sur achats,
- Des frais de transport sur ventes

1.18. TAUX DE MARGE BRUTE

Rapport entre la marge brute et le chiffre d'affaires qui auraient été réalisé par le Maître d'ouvrage pendant la période d'indemnisation si le sinistre n'était pas survenu.

1.19. RETARD D'EXPLOITATION

Période s'écoulant entre la date prévisionnelle de réception ou première mise en exploitation, connue au jour du dommage matériel atteignant les biens assurés au titre de la garantie principale et la date fixée à dire d'expert, à laquelle ces biens peuvent être réceptionnés ou mis en exploitation du fait du décalage résultant exclusivement dudit dommage matériel.

1.20. FAIT DOMMAGEABLE

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

1.21. RECLAMATION

La mise en cause amiable ou judiciaire ou contentieuse de la responsabilité civile de l'Assuré par le tiers lésé.

1.22. DELAIS SUBSEQUENTS

Conformes à la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 et à ses textes d'application.

2. DUREE DU CONTRAT

La présente police d'assurance est souscrite pour une durée totale correspondant à la période de construction de l'Ouvrage augmentée, pour chacune des deux parties réceptionnées de l'Ouvrage, d'une période de maintenance de 12 mois, commençant à leur date de réception respective.

2.1. EFFET DE LA POLICE D'ASSURANCE

La police d'assurance prend effet à la date de notification du présent marché.

2.2. PERIODE DE CONSTRUCTION

Date prévisionnelle de début des travaux : Octobre 2025

Durée prévisionnelle : 30 mois, hors 3 mois de préparation de chantier et hors GPA

2.3. PROROGATION DES GARANTIES

Il est convenu que, dans le cas où la durée des travaux dépasserait la date prévisionnelle de réception des ouvrages, les garanties seront prorogées jusqu'à la date de réception effective et pour une durée maximale de 3 mois sans modification de la prime.

Dans l'hypothèse où les travaux ne seraient pas réceptionnés dans le délai de 6 mois au-delà de la date prévisionnelle de réception des ouvrages, il appartient au souscripteur du contrat de rechercher auprès de l'assureur une nouvelle prorogation des garanties.

Les conditions de garanties et de tarif seront communiquées par l'assureur et la prise d'effet de celles-ci ne pourra intervenir qu'après accord express du souscripteur donné à l'assureur.

2.4. LA PERIODE DE MAINTENANCE

Pour chacune des parties de l'Ouvrage concernée par leur réception respective, la période de maintenance : débutera : à la date de Fin de Travaux.

et se terminera : 1 an à partir de la date de " Fin de Travaux ".

2.5. DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'ARRET TOTAL OU PARTIEL DES TRAVAUX

2.5.1. ARRET PARTIEL :

Il est entendu que la garantie reste acquise en cas d'arrêt partiel des travaux.

2.5.2. ARRET TOTAL NON DEFINITIF :

Il est entendu que la garantie reste acquise en cas d'arrêt total non définitif des travaux.

Cependant, en cas d'arrêt de la totalité des travaux, excédant deux mois, excepté pour cause d'intempéries, l'Assuré devra, dans les 30 jours suivant la date de l'arrêt, aviser l'Assureur et convenir avec ce dernier des conditions à respecter, pour que le présent contrat puisse produire tous ses effets en cas de pertes ou dommages matériels résultant de cet arrêt.

En cas de non accord entre l'Assureur et l'Assuré, il sera fait application des dispositions du paragraphe 5.3.3 ci-après.

2.5.3. ARRET TOTAL DEFINITIF :

En cas d'arrêt total définitif de l'Ouvrage, la police pourra, sur simple demande de l'Assuré, être définitivement résiliée. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité. La prime définitive due à l'Assureur sera égale au taux de prime prévu au contrat basé sur la valeur des travaux exécutés au jour de l'arrêt total définitif de l'Ouvrage.

3. CONVENTIONS SPECIFIQUES

3.1. RENONCIATION A RECOURS

3.1.1. Pendant la période de construction

L'Assureur renonce à tout recours contre les Intervenants dans la réalisation de l'Ouvrage, ainsi que contre leurs assureurs de responsabilité civile et décennale.

3.1.2. Pendant la période de maintenance

L'Assureur renonce à tout recours contre les Intervenants dans la réalisation de l'Ouvrage, mais garde son droit de recours contre leurs assureurs de responsabilité décennale.

3.2. NON RESILIATION APRES SINISTRE

Il est convenu que l'Assureur renonce à exercer son droit de résiliation après sinistre.

3.3. ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

La règle proportionnelle de capitaux objet de l'article L121-5 du Code Français des Assurances est entièrement abrogée pour l'ensemble des garanties de la police.

Il est également précisé que l'Assureur reconnaît avoir une parfaite connaissance du risque et renonce à appliquer toute règle proportionnelle du fait d'un éventuel manque d'information.

3.4. DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES

Les sinistres doivent être déclarés dans un délai de 20 jours à compter du jour où le souscripteur, ou tout mandataire spécifiquement désigné par lui, en a été avisé.

3.5. EXPERTISE ET VERSEMENT DES INDEMNITES

En cas de survenance d'un sinistre, le souscripteur :

- Fait la déclaration telle que définie à l'article 3.4 ci-dessus,
- Saisit l'expert compétent choisi sur la liste des experts arrêtée en accord avec l'Assureur.

L'expert interviendra immédiatement en cas d'urgence et au plus tard dès le **deuxième jour**, après la déclaration de sinistre, pour constater la nature des dommages de façon à permettre le début des travaux de réparation, ou la négociation avec le tiers lésé.

Trente jours après, au plus tard, l'Assureur fera parvenir, au Souscripteur, le rapport préliminaire de l'expert comportant :

- le cas échéant, la confirmation de la prise en charge du sinistre par l'assurance TRC,
- la valeur estimée du sinistre,
- la description des travaux à exécuter en vue de la réparation des dommages.

L'Assureur versera dans un délai de **20 jours** à compter de la réception par l'Assureur du rapport préliminaire, un acompte de **30 %** de la valeur estimée du sinistre, franchise déduite.

Au plus tard 20 jours après la réparation définitive des dommages, l'Assureur transmettra au souscripteur le rapport définitif de l'expert et sa proposition d'indemnisation définitive.

Le Souscripteur fera connaître sa décision d'accepter ou de refuser la proposition de l'Assureur dans les **20 jours** qui suivent la date d'envoi de cette proposition.

L'Assureur s'engage à verser le solde de l'indemnité dans **les 20 jours** qui suivent la date de réception de l'accord de l'Assuré.

En cas de contestation sur le montant de l'indemnité, la différence entre le montant de l'indemnité définitive qui sera fixée au terme du règlement du litige et le montant des indemnités déjà versées au titre du sinistre considéré, sera versée dans **les 20 jours** suivant l'accord amiable ou la décision de justice fixant le montant de cette indemnité définitive.

Les indemnités seront versées par l'Assureur au souscripteur ou aux tiers désignés par le souscripteur.

3.6. RECONSTITUTION DE LA GARANTIE

En cas de sinistre, le capital garanti étant réduit du montant des indemnités versées par l'Assureur, l'Assuré aura la faculté, dans les 60 jours suivant le règlement du sinistre, de demander à l'Assureur à ce que le capital garanti soit reconstitué.

Cette reconstitution sera accordée moyennant le paiement d'une cotisation, qui sera fixée d'un commun accord entre les parties et payable à l'émission de l'avenant.

Il est précisé qu'en cas de survenance d'un autre sinistre pendant la période de 60 jours précitée, et dans la mesure où l'Assuré a opté dans ce délai pour la reconstitution, l'Assureur indemniserà à concurrence du capital reconstitué.

3.7. REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui pourraient survenir entre les Souscripteurs et l'Assureur à l'occasion de l'exécution du présent contrat et/ou de son interprétation pourront être soumis préalablement à toute action devant la Juridiction compétente à l'appréciation d'un collège d'Experts suivant la procédure décrite ci-dessous.

La partie désirant faire régler un litige notifiera sa décision à l'autre partie, par lettre recommandée, en lui faisant connaître l'objet du litige ainsi que le nom de son Expert et en lui demandant de désigner le sien dans un délai de huit jours.

Dans les quinze jours suivant la désignation du second Expert, les Experts devront se mettre d'accord sur le choix d'un troisième Expert. En cas de non accord, l'Expert le plus diligent saisira le Président du Tribunal de Grand Instance de Paris afin de nomination du tiers Expert, dont les honoraires seront partagés par moitié entre le Souscripteur et l'Assureur.

Le collège des trois Experts, ainsi constitué, devra dans le mois suivant la désignation du troisième Expert, convoquer les parties en vue de dresser un procès-verbal de conciliation.

Dans le délai de deux mois à compter de la date de désignation du troisième Expert et après avoir entendu les parties le collège statuera à la majorité.

La présente convention ne fait pas obstacle au droit de chaque partie de s'adresser directement et immédiatement à la Juridiction compétente.

3.8. JURIDICTION

Les parties contractantes déclarent se soumettre à la Juridiction des Tribunaux de CAEN, pour, si nécessaire, régler par voie juridictionnelle tout litige survenant dans l'application du contrat.

4. PRIME

4.1. MODE DE CALCUL

La prime est calculée par application du taux spécifié dans l'Acte d'Engagement au coût de l'Ouvrage, tel que défini à l'article 1.5 ci-avant.

La prime sera constituée par :

- Une prime provisionnelle calculée en fonction du coût estimé de l'Ouvrage à la date d'effet de la police d'assurance,
- Et une prime de régularisation en fonction du coût définitif hors taxes tel que résultant des DGD (Décompte Général Définitif).

Les montants provisionnels et définitifs des primes ne sont pas révisables, ni actualisables.

4.2. MODE DE REGLEMENT

4.2.1. PRIME PROVISIONNELLE

La prime provisionnelle prévue à l'Acte d'Engagement sera réglée en un acompte unique, dès la notification du marché et sur présentation, par le titulaire, d'une facture et d'une attestation d'assurance confirmant la bonne mise en place des garanties.

4.2.2. PRIME DE REGULARISATION

Après l'établissement du cout définitif de l'opération, la prime totale due sera calculée selon les indications de l'article 4.1 appliquées à l'assiette définitive.

Si le montant de la prime ainsi obtenue se trouve supérieur de plus de 3% strictement à la prime provisionnelle versée, le souscripteur paiera une prime de régularisation égale à la différence entre la prime totale due et la prime provisionnelle versée.

Par contre, si le montant de la prime ainsi obtenue se trouve inférieur de plus de 3% strictement à la prime provisionnelle, le souscripteur percevra une ristourne égale à la différence entre la prime totale due et la prime provisionnelle versée.

La prime de régularisation sera payée à l'émission d'une seconde facture ou d'un avoir accompagné(e) d'un état de régularisation pour le montant définitif.

Dans l'hypothèse où la variation de la prime serait inférieure à 3%, aucune régularisation ne sera effectuée, de sorte que la prime définitive sera égale à la prime provisionnelle.

4.2.3. CATASTROPHES NATURELLES ET TAXES D'ASSURANCE

Il est précisé qu'à toutes les primes indiquées ci-dessus, seront ajoutées :

- La surprime catastrophes naturelles,
- La surprime GAREAT
- Les taxes d'assurance,

En vigueur au moment du paiement des primes ou fractions de prime.

4.3. PAYEUR DE LA PRIME

La prime pour l'ensemble du contrat sera payée par le Souscripteur ou toute personne qui lui serait substituée.

4.4. PRESENTATION DES FACTURES

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public sont établies en portant, outre les mentions légales ou réglementaires, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La désignation du destinataire de la facture ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché,
- La désignation et référence de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la taxe assurance et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique au représentant du Maître d'Ouvrage.

4.5. REGLEMENT DES FACTURES

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à l'admission des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte bancaire figurant à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture dans le service de l'établissement parti concerné, jusqu'au décaissement par le Comptable.

Le délai global de paiement ne prend effet qu'à compter de la réception de la facture conforme aux dispositions de l'article 4.4.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Le Comptable Assignataire est le comptable du CHU CAEN NORMANDIE

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier l'avenant d'application si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

5. NATURE DES GARANTIES ET EXCLUSIONS

5.1. GARANTIES PRINCIPALES (Tous Risques Chantier)

Sous réserve des exclusions prévues à l'article 5.4 ci-après, et étant précisé que les montants assurés figurent à l'article 7, sont garantis :

5.1.1. PENDANT LA PERIODE DE CONSTRUCTION

Le coût des réparations consécutives à tous dommages matériels, y compris résultant des effets d'une catastrophe naturelle au sens de la Loi n°82-600 du 13 juillet 1982, affectant :

- L'Ouvrage défini à l'Article 1.2,
- Les Existants définis à l'article 1.14, et qui résultent directement de l'exécution des travaux de réalisation de l'Ouvrage,
- Les matériaux, matériels et équipements sur chantier (y compris pendant leur manutention) destinés à être incorporés à l'Ouvrage, qu'ils soient mis en œuvre ou non,
- Les ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage,
- Les « bases vie » et bureaux de chantier.

5.1.2. PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE

Le coût des réparations consécutives à tous dommages matériels affectant l'Ouvrage et les « Existants » :

- Ayant pour origine des causes antérieures à la date de "Fin de Travaux",
- Et/ou dus à des maladroites, négligences, fautes des entreprises lorsqu'elles interviennent sur le site pour l'exécution des tâches contractuelles qui leur incombent.

5.2. GARANTIES COMPLEMENTAIRES (Tous Risques Chantier)

5.2.1. DOMMAGES MATERIELS DUS A DES FAUTES DE CONCEPTION ET/OU DE CALCUL ET/OU DE PLANS

La réparation des dommages matériels résultant d'une omission et/ou d'une erreur de conception et/ou de calcul et/ou de plans de l'un ou plusieurs des Intervenants est garantie tant en période de construction que de maintenance.

5.2.2. REPARATIONS PROVISOIRES ET/OU MESURES CONSERVATOIRES

Sont garantis :

Les frais engagés pour éviter la survenance et/ou limiter l'aggravation des dommages matériels garantis imminents notamment en cas d'effondrement, pour autant que :

- L'assuré obtienne l'accord de l'assureur avant l'exécution des mesures. Pour ce faire, l'assureur s'engage à respecter un délai de réponse de 3 jours ouvrés maximum. Cette restriction ne s'applique pas si l'urgence de la réparation ne donne pas la possibilité à l'assuré d'obtenir l'accord de l'assureur dans un délai permettant d'éviter l'aggravation des désordres et/ou la survenance d'un dommage matériel.
- La nécessité d'exposer des frais pour éviter ou limiter les dommages prévisibles ne résulte pas de la carence des Assurés à se conformer à leurs obligations,
- Le montant des dépenses engagées par l'assuré ne soit pas supérieur au montant des dommages indemnifiables qui seraient survenus s'il ne les avait pas engagés.

5.2.3. FRAIS DE DEBLAIEMENT ET DE NETTOYAGE

Sont garantis après sinistre, les frais inhérents au déblaiement ou nettoyage.

Sont également garantis les frais de déblaiement et de nettoyage rendus nécessaires à la suite d'un événement fortuit même si celui-ci n'a pas entraîné de pertes ou dommages matériels à l'Ouvrage.

5.2.4. HONORAIRES DES HOMMES DE L'ART

Sont garantis les honoraires des Hommes de l'Art chargés des études indispensables à la réparation ou à la reconstruction des ouvrages ou parties d'ouvrages sinistrés, étant entendu que leurs missions devront être agréées par l'Assureur.

5.2.5. FRAIS SUPPLEMENTAIRES

A) Travail de nuit et/ou pendant les jours fériés :

Sont garantis les frais supplémentaires que pourrait supporter l'Assuré ou Intervenant dans la mesure où la réparation des pertes ou dommages matériels nécessiterait l'exécution des travaux de nuit et/ou pendant les jours fériés.

B) Fret express, Fret aérien :

Sont garantis les frais supplémentaires de Fret express et/ou de Fret aérien que l'Assuré ou Intervenant pourrait avoir à supporter pour mener à bien les travaux de réparation.

C) Installation de chantier

Sont garantis les frais engendrés par l'installation, la protection et le déroulement du chantier nécessaires à la réparation des pertes ou dommages matériels à l'Ouvrage.

5.2.6. HONORAIRES D'EXPERT D'ASSURE

Sont garantis, en cas de sinistre, le remboursement des frais et honoraires de l'Expert auquel l'Assuré ferait appel pour résoudre le sinistre en concertation avec l'expert nommé par l'assureur.

Il est précisé que le montant de ce remboursement ne pourra jamais excéder :

- Ni le montant des honoraires résultant de l'application du barème de l'UNION PROFESSIONNELLE DES EXPERTS EN MATIERE D'EVALUATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.
- Ni le montant des honoraires réellement payés si ces derniers sont inférieurs à ceux résultant du barème désigné ci-dessus.
- Ni la somme prévue dans cette police à l'Article 7.1.2 paragraphe e).

5.2.7. DESSINS ET ARCHIVES

La garantie s'étend aux frais que les Assurés devront supporter en cas de dommages matériels subis par tous plans, dessins, archives, supports informatiques utilisés dans le cadre de l'exécution de l'Opération, dans la mesure où leur reconstitution peut se faire sans travaux d'analyse, d'études, de programmation.

5.2.8. BIENS HORS SITE

L'assurance comprend la couverture des dommages matériels garantis affectant les biens assurés entreposés ou préfabriqués en dehors du lieu d'assurance en entrepôt intermédiaires clos, couverts et gardiennés, situés en France métropolitaine.

5.2.9. CLAUSE 72 HEURES

Les sinistres résultant d'un événement naturel, tel que défini ci-dessous, survenant pendant une période de 72 heures consécutives, seront considérés comme formant un seul et même événement et constitueront donc un seul sinistre tant au regard de l'application de la franchise que de la limite contractuelle d'indemnité.

Les Assurés détermineront le début de la période mais deux périodes choisies ne pourront se chevaucher. Par événement naturel, il faut entendre tempête, ouragan, cyclone, inondation, glissement ou affaissement de terrain, tremblement de terre, éruption volcanique, raz-de-marée.

La présente clause est sans effet lorsque le sinistre est régi obligatoirement par les dispositions d'ordre public de la loi française du 13 Juillet 1982 sur les catastrophes naturelles.

5.3. GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE PENDANT LES TRAVAUX (RCMO)

La présente garantie a pour but d'indemniser les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir le Maître d'ouvrage en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui trouvant leur origine sur le site du chantier et imputables à la réalisation et/ou l'installation de l'ouvrage assuré jusqu'à sa réception ou sa mise en exploitation.

La garantie Responsabilité Civile est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou aux Assureurs entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date d'expiration mentionnée par le Contrat quelle que soit la date des autres éléments consécutifs des sinistres.

Il appartient toujours aux assureurs d'apporter la preuve de la connaissance par les Assurés de la survenance de tels événements antérieurement à la Date de Prise d'Effet du présent contrat. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

5.4. EXCLUSIONS GENERALES

LES PRESENTES EXCLUSIONS REMPLACENT CELLES PREVUES AUX CONDITIONS GENERALES DE LA POLICE ET DOIVENT ETRE SEULES PRISES EN CONSIDERATION.

NE SONT PAS GARANTIS :

1. LES DOMMAGES INTENTIONNELLEMENT CAUSES OU PROVOQUES PAR LA DIRECTION GENERALE DE L'ASSURE OU INTERVENANT" AINSI QUE CEUX PROVENANT DES VICES CACHES OU DEFATS EXISTANTS AU MOMENT DE LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT ET INTENTIONNELLEMENT NON DECLARES A L'ASSUREUR
2. LES DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE QU'IL Y AIT EU OU NON DECLARATION DE GUERRE. POUR LA GUERRE ETRANGERE, LA CHARGE DE LA PREUVE APPARTIENT A L'ASSUREUR.
3. LES DOMMAGES OCCASIONNES :
 - A) PAR DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME.
 - B) PAR TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF OU PAR TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS ET QUI ENGAGENT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT D'INSTALLATION NUCLEAIRE A L'ETRANGER OU FRAPPENT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE.
 - C) SAUF CONVENTION SPECIALE PAR TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO-ISOTOPE) UTILISEE OU DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ET DONT L'ASSURE OU INTERVENANT" OU TOUTE PERSONNE DONT IL REpond A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE OU DONT IL PEUT ETRE TENU POUR RESPONSABLE DU FAIT DE LA CONCEPTION DE SA FABRICATION OU DE SON CONDITIONNEMENT. *TOUTEFOIS, SONT GARANTIS LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES PAR TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS, (EN PARTICULIER TOUT RADIOISOTOPE) UTILISEE OU DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ET DONT L'ASSURE OU INTERVENANT" OU TOUTES PERSONNES DONT IL REpond, ONT LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE, AINSI QUE LES FRAIS DE DECONTAMINATION DANS LA MESURE OU L'ASSURE OU INTERVENANT" N'EST PAS SOUMIS A LA LOI N°76663 DU 19 JUILLET 1976 RELATIVE AUX INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT POUR CE QUI CONCERNE LA DETENTION DE SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS.*
4. LES DOMMAGES RESULTANT DE REPARATIONS PROVISOIRES OU DE FORTUNE QUI SERAIENT FAITES SANS L'ACCORD DE L'ASSUREUR SOUS RESERVE DES DISPOSITIONS PREVUES A L'ARTICLE 5.2.2, VISANT LES REPARATIONS PROVISOIRES ET/OU MESURES CONSERVATOIRES.
5. TOUS LES FRAIS QUELS QU'ILS SOIENT QUI SERAIENT ENGAGES POUR RECHERCHER, SUPPRIMER DES DEFATS MALFACONS OU NON CONFORMITE AVEC LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES, DESCRIPTIFS OU CAHIER DES CHARGES DE L'OUVRAGE, N'AYANT PAS ENTRAINE DES DOMMAGES MATERIELS A L'OUVRAGE.

IL EST TOUTEFOIS ENTENDU QUE LA REPARATION DES DOMMAGES MATERIELS QUI SERAIENT DIRECTEMENT CONSECUTIFS A CES DEFATS, MALFACONS OU NON CONFORMITES AINSI QUE LA REPARATION DE LA OU DES PARTIES D'OUVRAGES ENDOMMAGEES OU RESIDAIENT CES DEFATS, MALFACONS ET NON CONFORMITES SONT GARANTIS PAR CE CONTRAT.

6. LES DOMMAGES CAUSES PAR L'INOBSERVATION INEXCUSABLE ET VOLONTAIRE DES REGLES DE L'ART DEFINIES PAR LES DOCUMENTS TECHNIQUES ELABORES PAR LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES LORSQUE CETTE INOBSERVATION EST LE FAIT DE LA DIRECTION GENERALE DE "ASSURE OU INTERVENANT" ET QU'ELLE EST REALISEE DANS LE BUT D'ECONOMIE FRAUDULEUSE OU ABUSIVE.
7. LES PERTES OU DOMMAGES SURVENANT AUX ESPECES, VALEURS ET TITRES DE TOUTE NATURE.
8. LE PREJUDICE RESULTANT DE LA PRIVATION DE JOUISSANCE OU DE CHOMAGE DES BIENS ASSURES AINSI QUE LE REMBOURSEMENT DE TOUS DOMMAGES INDIRECTS ET DE TOUS DOMMAGES IMMATERIELS.
9. LES PENALITES DE RETARD.
10. LES DOMMAGES CONSECUTIFS A LA DETERIORATION GRADUELLE DUE A L'USURE ET AU VIEILLISSEMENT NORMALEMENT PREVUS DES OUVRAGES.
11. LES PERTES OU DISPARITIONS CONSTATEES A L'OCCASION D'UN INVENTAIRE OU D'UN CONTROLE.
12. LES DERANGEMENTS OU PANNES MECANQUES ET ELECTRIQUES.

TOUTEFOIS, SI CEUX-CI PROVOQUENT DES DOMMAGES MATERIELS A L'OUVRAGE, LA REPARATION DE LA TOTALITE DE CES DOMMAGES MATERIELS EST GARANTIE PAR CE CONTRAT.

13. DES DOMMAGES MATERIELS ATTEIGNANT LES MATERIELS D'EXECUTION TELS QUE OUTILLAGES, ENGINS ET EQUIPEMENTS DE CHANTIER, AINSI QUE LE MOBILIER DES BUREAUX ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER.

SAUF CEUX DESTINES A ETRE INCORPORES A L'OUVRAGE ET DONT LA VALEUR EST COMPRISE DANS SON MONTANT.

14. LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR UNE DEFAILLANCE DES MOYENS DE POMPAGE ASSURANT L'EPUISEMENT DES EAUX (OU RABATTEMENT), SI CES DOMMAGES OU PERTES AVAIENT PU ETRE EVITES PAR UN MATERIEL DE RESERVE SUFFISANT. ON ENTEND PAR MATERIEL DE RESERVE SUFFISANT, UN MATERIEL DE SECOURS A 100% DES MOYENS DE POMPAGE PREVUS A L'ORIGINE.
15. LES DOMMAGES CAUSES PAR UN VIRUS INFORMATIQUE, C'EST-A-DIRE D'UN PROGRAMME INFORMATIQUE CONCU POUR PORTER ATTEINTE A L'INTEGRITE, LA DISPONIBILITE OU A LA CONFIDENTIALITE DES LOGICIELS, SYSTEMES D'EXPLOITATION, DONNEES ET MATERIELS INFORMATIQUES, ET POUR SE DISSEMINER SUR D'AUTRES INSTALLATIONS.
16. LES DOMMAGES DUS AU NON-RESPECT DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE BUREAU D'ETUDES DE SOL.
17. LES DOMMAGES CAUSES OU SUBIS PAR DES OUVRAGES AYANT MOTIVE DES RESERVES TECHNIQUES PRECISES NOTIFIEES PAR UN CONTRÔLEUR TECHNIQUE, UN MAÎTRE D'ŒUVRE OU PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE, SI LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS L'OBJET MÊME DE CES RESERVES, ET CE, TANT QU'ELLES N'AURONT PAS ETE LEVEES.
18. SONT EXCLUS LES DOMMAGES A L'OUVRAGE DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES LES CONSTRUCTEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 1792 ET SUIVANTS ET 1792-4-2 DU CODE CIVIL.
19. PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE,
 - A) LES DOMMAGES RESULTANT D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION,
 - B) LES DOMMAGES DUS A L'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE.

5.5. EXCLUSIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE RCMO

EN COMPLEMENT DE CELLES INDIQUEES AU PRECEDENT ARTICLE, LES PRESENTES EXCLUSIONS S'APPLIQUENT A LA GARANTIE RCMO.

NE SONT PAS GARANTIS :

1. LES CONSEQUENCES DE TOUTE RESPONSABILITE A LA SUITE DE DOMMAGES CORPORELS, DECES OU MALADIE DE TOUTE PERSONNE SE TROUVANT SOUS CONTRAT DE TRAVAIL OU D'APPRENTISSAGE AVEC LES ASSURES POUR AUTANT QUE CES DOMMAGES, CE DECES OU CETTE MALADIE DECOULENT DU CONTRAT DE TRAVAIL DES ASSURES ET SURVIENNENT DURANT LA VALIDITE DE CELUI-CI.
2. LES RESPONSABILITES RESULTANT DE L'UTILISATION DE TOUS VEHICULES AUTOMOBILES, POUR LES RISQUES QUI, D'APRES LES DISPOSITIONS LEGALES, FONT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'ASSURANCE.

Cependant, cette exclusion ne s'appliquera pas lorsqu'un tel véhicule est utilisé sur le chantier dans sa fonction d'engin de chantier ou en circulation sur le chantier.

3. EN CE QUI CONCERNE EXCLUSIVEMENT LES PHENOMENES D'ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT, LES RESPONSABILITES RESULTANT DE :

- DOMMAGES CORPORELS, OU MALADIES OU TOUS DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS TROUVANT LEUR ORIGINE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DANS DES INFILTRATIONS, POLLUTIONS OU CONTAMINATION.

Toutefois, la présente exclusion ne s'appliquera pas aux responsabilités résultant de dommages corporels, ou maladies ou tous dommages matériels et immatériels lorsque ces infiltrations, pollutions ou contamination ont été causées par un événement soudain, fortuit et imprévisible survenant pendant la Période d'Assurance

- COUTS D'ENLEVEMENT, DE PASSIVATION OU DE NETTOYAGE A LA SUITE D'INFILTRATIONS, POLLUTIONS OU DE CONTAMINATIONS sauf si ces infiltrations, pollutions ou contaminations résultent d'un événement soudain, fortuit et imprévisible survenant pendant la Période d'Assurance.

4. LES CONSEQUENCES DE TOUTE RESPONSABILITE RESULTANT D'UN FAIT DOMMAGEABLE QUI ETAIT CONNU DE L'ASSURE A LA DATE DE SOUSCRIPTION DU CONTRAT.
5. LES CONSEQUENCES DE TOUTE RESPONSABILITE A LA SUITE DE DOMMAGES CORPORELS, DECES OU MALADIES DE TOUTE PERSONNE DECOULANT DE L'AMIANTE OU DU PLOMB.

6. REGLEMENT DES SINISTRES

Les indications de ce chapitre s'entendent pour la garantie principale du présent contrat.
Pour la garantie RCMO, se référer aux définitions de ladite garantie.

6.1. INTERVENTION DU CONTRAT

6.1.1. PENDANT LA PERIODE DE TRAVAUX

Il est entendu qu'en cas de survenance d'un sinistre, l'Assureur s'engage, conformément à l'Article 3.5 de la présente police, à instruire immédiatement le sinistre, à verser l'indemnité correspondante au coût de la réparation telle que définie à l'Article 1.6, en tenant compte des franchises mentionnées ci-après à l'Article 7 et renonce à se prévaloir des dispositions qui pourraient être prévues dans les Conditions Générales, relative à l'existence éventuelle de polices souscrites antérieurement à la date d'effet du présent contrat.

Il est toutefois précisé que l'Assureur conserve ses droits de recours contre tous les Fabricants et Fournisseurs, de matériaux, de matériel ou d'éléments incorporés à l'Ouvrage autres que ceux ayant la qualité d'"Intervenant".

6.1.2. PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE

Les dispositions indiquées au 6.1.1 ci-dessus s'appliquent de façon identique.

6.2. CALCUL DE L'INDEMNITE

L'indemnité versée par l'Assureur sera déterminée sur la base du coût réel, hors TVA, des réparations pour autant que celles-ci soient exécutées dans des conditions techniques et de délai qui soient les plus proches possible de celles du marché initial.

6.2.1. EN CAS DE SINISTRE AVEC REPARATION POSSIBLE :

L'indemnité versée correspondra au coût de la réparation tel que défini à l'Article 1.6.

6.2.2. EN CAS DE SINISTRE AVEC REPARATION IMPOSSIBLE :

L'indemnité sera calculée en prenant pour base le coût de la construction ou de fourniture d'origine de la partie sinistrée, réajusté à l'époque du sinistre en fonction des coûts actualisés de réalisation des travaux, augmenté, des frais de déblai et de nettoyage dans la limite des garanties du contrat.

7. MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES

7.1. MONTANT DES GARANTIES

D'une manière générale tous les montants de garantie indiqués ci-dessous constituent des crédits d'assurance épuisables sur toute la durée de la police d'assurance.

C'est-à-dire que ces montants de garantie se trouvent diminués de la valeur de chaque indemnité versée par l'assureur.

7.1.1. GARANTIE PRINCIPALE (TRC)

a) POUR LES TRAVAUX NEUFS :

Pendant toute la durée des périodes de construction et de maintenance, le montant de la garantie de la réparation des dommages matériels pouvant survenir à l'Ouvrage défini au Chapitre 1.2 est fixé à une valeur égale au coût total précisé dans l'Acte d'Engagement.

Garantie des travaux supplémentaires et/ou d'augmentation :

En cas de travaux supplémentaires et/ou d'augmentation de la valeur des travaux, l'assureur garantit automatiquement la valeur réelle des travaux dans la limite d'une augmentation de 20 % par rapport au montant prévisionnel des marchés pour autant que cette augmentation ne résulte pas d'une modification de la nature du projet et dans la mesure où ces travaux figurent dans la déclaration du décompte définitif.

Cette augmentation ne saurait constituer une aggravation des risques au sens de l'article L. 113-4 du Code des assurances.

Le souscripteur s'engage à adresser une déclaration à l'assureur dès lors que l'estimation du coût de construction dépasse de 10 % le coût prévisionnel afin d'établir un complément de prime provisionnelle par application des conditions tarifaires de la police.

En cas de dépassement supérieur à 20%, l'assureur proposera de nouvelles conditions étant précisé que le taux ne sera pas nécessairement augmenté et fera l'objet de discussions.

b) POUR LES EXISTANTS :

5 000 000 €

7.1.2. GARANTIES COMPLEMENTAIRES

a) REPARATIONS PROVISOIRES ET/OU MESURES CONSERVATOIRES :

800 000 €

b) FRAIS DE DEBLAIEMENT ET DE NETTOYAGE :

800 000 €

c) HONORAIRES DES HOMMES DE L'ART :

300 000 €

d) FRAIS SUPPLEMENTAIRES :

400 000 €

e) HONORAIRES D'EXPERT D'ASSURE :

200 000 €

f) DESSINS ET ARCHIVES :

100 000 €

g) BIENS HORS SITE :

200 000 €

7.1.3. GARANTIE RCMO

5 000 000 € tous dommages confondus,

Dont : dommages immatériels non consécutifs : 4 000 000 €.

7.2. FRANCHISES

7.2.1. GARANTIES PRINCIPALES ET COMPLEMENTAIRES TRC

Pour chaque sinistre affectant l'Ouvrage, l'Assuré ou Intervenant" conservera toujours une franchise de 50 000€ HT

7.2.2. GARANTIE RCMO

Pour chaque sinistre affectant l'Ouvrage, l'Assuré ou Intervenant" conservera toujours une franchise de 10% avec un minimum de 2 000 € et un maximum de 15 000 €.

8. DEROGATIONS AU C.C.A.G. FCS

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les pièces du présent marché., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent marché qui dérogent		Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé
AE Article 7	Pièces constitutives du marché	Article 4.1
CCP 4.4 et 4.5	Présentation et règlement des Factures	Article 11